

Le chômage et la précarité tuent

PAR SIMON CASTEL
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 9 AOÛT 2012

Mercredi 8 août, un allocataire de 51 ans s'est immolé dans le bureau de son conseiller CAF à Mantes-la-Jolie, deux mois après avoir perdu son RSA. Selon la préfecture, ses brûlures «*ne seraient pas mortelles*». Aussi spectaculaire soit-il, cet événement pose la question du lien entre précarité, chômage et suicide. Pourtant, avec 4,4 millions de chômeurs en juillet 2012, contre 4,1 millions il y a un an, rien n'est fait au plus haut niveau pour prévenir ces drames.

Surtout, selon les associations de défense des chômeurs et précaires, la tentative de suicide de Mantes-la-Jolie serait l'arbre qui cache la forêt : «*Une immolation se produit toujours en public pour prendre d'autres personnes à témoin et faire de ce geste une contestation*, analyse Michel Debout, psychiatre, médecin légiste et spécialiste du suicide. *Cela témoigne de la situation de beaucoup d'autres car s'il avait été le seul, il n'y aurait eu aucune résonance sociale.*»

Le drame de Mantes-la-Jolie ne surprend pas Robert Crémieux, membre et ancien président du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) pour qui «*cela confirme notre intuition sur la question du suicide des personnes précaires et chômeuses. On a toujours été confronté à ce genre de choses depuis 25 ans* (date de la création du MNCP, ndlr). *C'est ce qu'on constate dans nos associations de façon empirique.*»

Michel Debout, quant à lui, n'hésite pas à dénoncer une «*non-assistance à personne en danger*». Le 23 mai 2011, il tire la sonnette d'alarme en publiant dans *Libération*, avec 44 personnalités, un appel demandant la création d'un **observatoire des suicides** dont le rôle serait de collecter les données relatives au suicide et de préconiser des actions de prévention. «*L'observatoire permettrait qu'on ne soit pas deux fois abandonné.*»

«*Nous avons bien un observatoire de la délinquance, c'est très bien car la délinquance provoque aussi des souffrances humaines. Mais, si on raisonne en terme*

de mortalité, les crimes font 900 morts par an, les suicides 11 000. C'est une incohérence en matière de santé publique», affirme Michel Debout.

Le professeur, ainsi que le Mouvement national des précaires et chômeurs, plaide pour l'accent soit mis sur la prévention. Ils réclament la mise en place d'une «*médecine des chômeurs*», car «*quand on a du travail, on a une médecine du travail, on est suivi médicalement. Mais, quand on perd son travail, on perd la médecine qui va avec.*»

En Grèce, en Italie...

«*A minima, le gouvernement devrait lancer des enquêtes épidémiologiques pour qu'on connaisse mieux le phénomène*», affirme Robert Crémieux. Car de façon officielle aucune statistique, ni même étude n'existe sur le sujet des suicides liés au «*mal-travail*» ou au «*non-travail*», bien moins retentissants que les suicides liés au travail comme ceux de France Télécom en 2010. Sans avoir non plus de chiffres précis, SOS détresse amitié «*constate effectivement une augmentation des appels de personnes suicidaires pour des raisons économiques*».

Le seul organisme récoltant ces données en France est l'Institut national de santé et de recherche médicale (Inserm). Mais Michel Debout explique qu'il faut deux ans à l'institut pour récolter les données, le temps que les informations remontent de chaque département. «*On ne peut donc pas suivre correctement l'évolution*», déplore-t-il.

Pour prendre les devants, le professeur Michel Debout a bricolé une méthode statistique pour mesurer l'ampleur du phénomène. En calculant le nombre de chômeurs supplémentaires entre 2009 et 2011 en France et en lui appliquant l'indicateur de taux de suicide de l'observatoire de la santé, le psychiatre estime que 750 suicides ont été liés à ce qu'il appelle «*l'effet chômage*». Cette estimation reste cependant très partielle car «*ce calcul ne prend en compte que l'effet chômage et en tient pas compte de l'effet précarité, surendettement, bref de l'effet crise globale*», précise-t-il.

Dans une Europe en crise soumise à l'austérité et au chômage, ce n'est pas la première fois que des personnes qui ne peuvent plus joindre les deux

bouts, celles pour qui tout s'écroulent, se donnent la mort en public. En Italie, en mai 2012, un maçon poursuivi pour fraude fiscale à Bologne et un salarié de Vérone qui n'était plus payé depuis des mois s'étaient immolés. Un mois auparavant, un retraité s'était tiré une balle dans la tête au milieu de la place Syntagma à Athènes, un geste qui **avait choqué toute l'Europe**. Dans une lettre laissée dans sa poche, il disait : « *Je ne m'abaisserai pas à faire les poubelles pour me nourrir.* »

« *Cette crise est certes financière et économique mais elle est aussi sociale et humaine*, affirme Michel Debout. *C'est la même chose qu'en 1929. La crise avait provoqué une augmentation des suicides, notamment aux USA, mais avec un effet différé. Le pic avait été observé en 1932.* » Le taux de suicide était

en effet passé de 12,3 pour 100 000 en 1920 à 21,3 en 1932. L'histoire semble se répéter, notamment en Grèce. Alors que la crise frappe le pays en 2008, le nombre de suicides explose de 40% rien qu'entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. « *C'est pour cela qu'on aurait dû agir en France dès 2009* », déplore Michel Debout.

Après l'immolation de cet homme dans les locaux de la CAF de Mantes-la-Jolie, les associations attendent que le gouvernement réagisse. Tandis que le Mouvement national des chômeurs et précaires « *demande une rencontre avec les pouvoirs publics pour qu'ils mettent d'urgence en place un filet de sécurité au niveau de la santé des chômeurs* », le professeur Debout sera reçu à la rentrée par le conseiller social du premier ministre.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.